



La Fête de l'Humanité  
B. H. 15  
SEPTEMBRE



Messages de soutien  
L'Humanité



Se connecter



La boutique

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'HUMANITÉ



POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SOCIAL-  
ECO

CULTURE

ET  
SAVOIR

SPORTS

MONDE

PLANÈTE

EN  
DÉBAT

EN DÉBAT ((RUBRIQUES/EN-DEBAT))



(<https://www.humanite.fr/sites/default/files/images/64608.HR.jpg>)

# TRANSPORTS AÉRIENS. PRIVATISATION D'AÉROPORTS DE PARIS : L'ÉTAT BRADE-T-IL LE BIEN PUBLIC ?

#climate friday

#Souscription pour L



Newsletter



Reche



La Fête de  
l'Humanité  
B. 14. 15  
SEPTEMBRE



Messages  
de soutien



Se connecter



La boutique

# L'HUMANITÉ

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'HUMANITÉ



POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SOCIAL-  
ECO

CULTURE

ET

SAVOIR

SPORTS

MONDE

PLANÈTE

EN  
DÉBAT

direction par l'État en sa qualité d'actionnaire majoritaire, assure une coordination et une compatibilité des actions de police. La disparition de l'État en qualité d'actionnaire ne manquera pas de porter atteinte à cette bonne coordination et peut ainsi avoir des incidences graves en termes de sûreté.

Enfin, la privatisation d'ADP, c'est une perte de recettes substantielles pour l'État français. Depuis plusieurs décennies, la croissance du transport aérien est largement, et de façon constante, supérieure à celle du PIB.

En France, comme partout en Europe, cette croissance devrait être de 2 % par an, d'ici à 2037. Cette tendance se répercutera sur le montant des bénéfices d'ADP, qui seront ainsi nettement supérieurs à la valeur des actions de l'État vendues demain grâce à la loi Pacte. Avec la privatisation d'Aéroports de Paris, le bien public est une nouvelle fois offert aux appétits privés, et de façon particulièrement généreuse.

## Ce dispositif présente deux faiblesses

François Ecalte

Président de l'association Finances publiques et économie (Fipeco)

La privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) devrait en principe permettre d'atteindre les deux objectifs suivants, mais il sera en pratique difficile de les concilier : les clients d'ADP, passagers et compagnies aériennes, devraient pouvoir bénéficier de services de meilleure qualité à un moindre prix ; la situation financière de l'État devrait être améliorée.

#climatefriday

#Souscription pour l



Newsletter



Reche



La fête de  
L'Humanité  
13. 14. 15  
SEPTEMBRE



Messages  
de soutien

L'Humanité



Se connecter



La boutique

ÉTIVAMN MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'HUMANITÉ



POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SOCIAL-  
ECO

CULTURE

ET

SPORTS

MONDE

PLANÈTE

EN  
DÉBAT

SAVOIR

régulation et donne d'importants pouvoirs à l'État, plus importants que ceux dont il dispose actuellement dans les situations de concession de services publics ou de partenariats public-privé. Ce dispositif présente néanmoins deux faiblesses.

D'une part, les futurs actionnaires d'ADP seront autorisés à tenir, comme d'autres aéroports dans le monde, une « double caisse », l'une pour les activités aéroportuaires et l'autre pour les activités de location de locaux commerciaux. Le risque est alors que les profits dégagés par ces activités commerciales ne soient pas utilisés pour améliorer les équipements aéroportuaires et réduire les redevances.

D'autre part, il est prévu que l'État exproprie la société ADP dans soixante-dix ans pour récupérer ses terrains et équipements, et il faut donc que cette régulation reste aussi stricte sur toute cette durée. Or, il est probable que le dispositif législatif et le cahier des charges d'ADP seront redéfinis avant soixante-dix ans (personne ne sait ce que sera le transport aérien à cet horizon). Dans ces circonstances, l'entreprise en place est toujours dans une position de force.

Si le dispositif apparaît néanmoins très strict aux yeux des investisseurs privés susceptibles d'acheter les actions détenues par l'État, leur intérêt pour ces actions sera plus limité et le prix de cession de ces actions risque d'être trop faible. Or il doit être suffisamment élevé pour compenser la renonciation par l'État aux dividendes qu'ADP pourrait lui verser. Ils s'élevaient à 130 millions d'euros en 2017 et leur croissance pourrait être soutenue à long

#climate friday

#Souscription pour l



Newsletter



Reche



Messages  
de soutien



Se connecter



La boutique

**L'HUMANITÉ**  
MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'HUMANITÉ



[POLITIQUE](#)

[SOCIÉTÉ](#)

[SOCIAL-  
ECO](#)

[CULTURE](#)

[ET](#)

[SAVOIR](#)

[SPORTS](#)

[MONDE](#)

[PLANÈTE](#)

[EN  
DÉBAT](#)

deuros, à comparer à la perte d'un dividende de 130 millions d'euros dont le montant est potentiellement croissant.

Au total, cette privatisation pourrait être financièrement intéressante pour l'État, mais ce n'est pas assuré, et il pourrait aussi « brader » ce bien public si le prix de cession est finalement trop faible. Pour l'éviter, la commission indépendante chargée de donner un avis au ministre de l'Économie sur les opérations de privatisation doit fixer un prix minimal au-dessous duquel l'État doit renoncer à vendre ses actions.

## LE droit de Savoir : la vérité D'un Projet

Fabien Gay

Sénateur PCF de Seine-Saint-Denis

Le ministre de l'Économie et des Finances est-il devenu fou ? Pourquoi cet acharnement à vouloir privatiser ADP, malgré l'opposition des élus locaux, des parlementaires de toute l'opposition, des salariés, et très probablement d'une grande partie du peuple ?

Pourquoi ne pas poser cette question par référendum : êtes-vous d'accord pour continuer à brader nos biens communs afin de confier une rente au privé et aux actionnaires ? Car c'est bien en ces termes que se pose la question.

Un aéroport, comme une gare, une autoroute, un port, un barrage hydroélectrique, un monument historique, est un bien commun. Personne, pas même un ministre en exercice, ne peut en fixer le

[#climatefriday](#)

[#Souscription pour](#)



Newsletter



Reche